

Xylella fastidiosa : L'Office de l'environnement et l'ODARC répondent aux oléiculteurs et renvoient la balle à l'Etat

Rédigé par Nicole Mari le Lundi 19 Juin 2017 à 17:54 | Modifié le Lundi 19 Juin 2017 - 18:02

La semaine dernière, les oléiculteurs corses ont dénoncé des « mensonges de l'Etat », l'accusant d'occulter la progression de la bactérie sur l'île et de multiplier les dérogations sur l'importation des plantes à risque, en provenance de zones infestées, notamment l'Espagne. Ils ont, également, reproché aux élus territoriaux et aux chambres d'agriculture leur « silence assourdissant ». La réponse des présidents de l'Office de l'environnement de la Corse (OEC) et de l'Office de développement agricole et rural de la Corse (ODARC), Agnès Simonpietri et François Sargentini, est claire. Ils réaffirment, dans un communiqué, la mobilisation de l'Exécutif territorial dans la lutte contre la bactérie et s'étonnent de la « surdité » du Préfet et de ses services face aux alertes.



Les oléiculteurs dénoncent la propagation de la bactérie sur divers plantes en Corse, dont le laurier rose.

Voici le communiqué de l'OEC et de l'ODARC :

« La Xylella représente plus que jamais un danger majeur pour notre île. Effectivement, notre inquiétude grandit depuis la détection de la bactérie aux Baléares, et avec l'expansion continue de la maladie dans la Puglia italienne. Le président de l'Odarc et moi-même n'avons pas cessé d'alerter le préfet sur les risques encourus et de demander l'arrêt des importations non sécurisées.

Il y a beaucoup d'incertitude sur les souches présentes en Corse, et la liste des plantes sensibles ne cesse de s'allonger.

La fiabilité relative des tests rend la détection très difficile, la bactérie elle-même étant « instable » : ce n'est pas par hasard qu'elle s'appelle *fastidiosa* ; le travail d'identification est donc long et très complexe.

Dans ce contexte, l'attitude du préfet et de ses services, qui restent sourds à toutes les alertes, et manquent singulièrement de transparence sur les données, est totalement incompréhensible.

Dans « l'analyse de risque » prétendument effectuée avant l'octroi de dérogations pour l'entrée de plants, ces services refusent d'intégrer le critère de la provenance d'Espagne, ce qui permet de continuer à importer massivement des plants d'un pays que l'on sait déjà contaminé, et qui a déclaré officiellement que des lots infectés avaient été exportés d'Andalousie vers le reste de l'Europe.

Au-delà des interventions répétées de l'Exécutif, de la décision unanime de l'Assemblée de Corse de

financer un important programme de recherche réunissant l'OEC (Conservatoire botanique), l'Université et l'INRA, c'est la question de la compétence sanitaire végétale et animale qui est une nouvelle fois posée. La Corse souffre régulièrement de l'impossibilité de gérer elle-même ces situations de crise : hier la fièvre catarrhale et le cynips du châtaignier, aujourd'hui la Xylella, avec des conséquences potentielles encore plus désastreuses pour le couvert végétal et l'ensemble des filières agricoles. Cette situation est inacceptable et l'ODARC et l'OEC s'attacheront, comme ils l'ont toujours fait, à mobiliser l'ensemble des partenaires concernés pour réagir face aux évolutions en cours ».

Source :

<http://www.corsenetinfos.corsica>